

Climat et environnement : préparer la jeunesse de l'océan Indien à agir sur la scène internationale

Ébène, Maurice, 11 juillet 2025 – Une trentaine de jeunes, issus des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI), dont deux représentants du Parlement régional des jeunes l'océan Indien (PRJO), ont participé à une formation pour apprendre à porter la voix de leur région dans les instances internationales de prise de décision sur l'environnement. Cette formation intensive à la négociation en matière de climat et de biodiversité s'est tenue du 8 au 11 juillet 2025. Organisée conjointement par la COI et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et avec le soutien du ministère mauricien de l'Environnement, elle visait à former une nouvelle génération capable de défendre les intérêts des pays de la région lors des négociations internationales sur le climat et la biodiversité.

Alors que les effets du changement climatique se manifestent de plus en plus durement dans l'océan Indien, préparer une relève diplomatique jeune, compétente et engagée s'impose comme une nécessité. Comme l'a indiqué Sarita Meeheelaul, directrice du département du Changement climatique au sein du ministère mauricien de l'Environnement : *« il est malheureux de constater que les communautés locales, les jeunes et les femmes sont toujours sous-représentés dans la plupart des processus de prise de décisions internationales. Les jeunes, qui vivront le plus longtemps avec les conséquences des décisions prises aujourd'hui, ont le potentiel de stimuler les solutions innovantes dont nous avons besoin pour aborder le changement. »*

C'est dans cette perspective qu'a été organisé le tout premier atelier régional de formation des jeunes négociateurs en environnement, réunissant une cinquantaine de jeunes participants (dont une vingtaine en ligne) du secteur privé, des administrations publiques et de la société civile.

Simulations de négociations type COP

Parmi les temps forts de cette formation, une simulation de négociations internationales type Conférence des Parties (COP), permettant aux jeunes de se familiariser avec le fonctionnement des conférences de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) : rôles des délégations, formulation de positions, stratégie d'influence, rédaction de textes, etc.

En effet, comme l'a indiqué Gina Bonne, chargée de mission Environnement et Climat à la COI : *« Les négociations internationales sont complexes. Elles demandent des compétences techniques, une bonne préparation, de la stratégie. Et aussi une vraie endurance. Lors d'une COP, les journées commencent tôt et se terminent tard. Il faut lire vite, comprendre les mécanismes juridiques, suivre les groupes de contact, formuler des positions, parfois dans un anglais technique et rapide. Ce n'est pas toujours simple. »*

Pendant quatre jours intensifs, les participants ont pu acquérir des compétences clés sur différentes thématiques, en communication, préparation de texte avec des exercices pour favoriser l'adaptation aux réalités multilingues des conférences internationales. Les journées s'étendaient de 8h à 17h suivies de travaux de groupe jusqu'à 21h souvent, à l'image du rythme soutenu de ce type d'événement. Pour les jeunes présents, cette expérience a été aussi exigeante qu'enrichissante.

« C'était une très belle expérience. La formation a été particulièrement enrichissante. En tant qu'environnementaliste de formation, j'avais quelque peu délaissé les aspects juridiques et administratifs. Je me rends aujourd'hui compte à quel point ils sont essentiels pour faire avancer les choses de manière concrète. J'ai également eu l'opportunité d'élargir mon réseau grâce à cette formation. Rencontrer d'autres personnes confrontées aux mêmes défis nous encourage à aller de l'avant et à faire mieux. » témoigne Nasrine Ahmed Bacar, Assistante technique stagiaire au Parc National de Mohéli.

Le 10 juillet, une visite de terrain dans la localité de Flic-en-Flac a permis aux jeunes négociateurs de se confronter aux réalités environnementales du territoire mauricien : érosion côtière, pollution plastique, ... autant de défis concrets que les négociations internationales doivent aujourd'hui mieux prendre en compte.

Créer un vivier de 250 jeunes négociateurs

Cet atelier s'inscrit dans une dynamique plus large portée par l'OIF : former d'ici 2027 un vivier de 250 jeunes négociateurs et négociatrices issus des pays francophones, notamment les plus vulnérables aux effets du changement climatique. L'objectif de cette première formation, comme le rappelle Dr Issa Bado, Spécialiste de Programme à l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), est de « *placer les jeunes de Maurice, des Comores, des Seychelles et de Madagascar au centre des négociations internationales sur l'environnement, dans des positions de décideurs et d'acteurs de solutions pour le climat et la biodiversité.* »

À quelques mois de la 30^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30), prévue en novembre 2025 à Belém, au Brésil, cette initiative marque une étape structurante dans le renforcement des capacités diplomatiques environnementales de la région. Elle reflète la volonté conjointe de la COI et de l'OIF de mettre la jeunesse au cœur de la transition écologique et de la gouvernance climatique.

En formant ces jeunes aux rouages de la diplomatie climatique, l'Indianocéanie prépare une génération capable de faire entendre sa voix sur la scène internationale et de défendre les intérêts d'une région en première ligne face aux effets du dérèglement climatique.

À propos de la Commission de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI), organisation intergouvernementale fondée en 1982, regroupe cinq États membres : les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et La Réunion (France). La COI joue un rôle clé dans l'impulsion et le pilotage de projets régionaux en faveur du développement durable selon les priorités stratégiques et les demandes de ses États membres. Depuis plus de 40 ans, la COI promeut l'Indianocéanie, un territoire riche de potentialités, animé par une ambition vibrante !

À propos de l'IFDD

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), est établi à Québec depuis plus de 35 ans. Sa mission est de faciliter la coopération au service de la transition écologique et du développement durable, dans les 88 États et gouvernements membres de la Francophonie.

L'Institut joue un rôle majeur pour appuyer la participation des pays francophones aux négociations universelles sur l'environnement et le développement durable, que ce soit pour les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur le climat ou le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. L'IFDD travaille depuis des décennies à aider les États et gouvernements francophones à planifier, à mettre en œuvre et à suivre des actions transformatrices pour la planète et l'humanité.

www.ifdd.francophonie.org